

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 9 AVRIL 1919.

---

Projet de loi complétant, en raison de la situation causée par la guerre, l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse <sup>(1)</sup>.

---

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VERSTEYLEN.

---

MESSIEURS,

Comme le dit l'Exposé des motifs, le projet de loi n'a d'autre but que de régulariser la situation des vieillards âgés de 65 ans et plus, qui, en temps normal, auraient touché la pension de 65 francs prévue par la loi du 10 mai 1900.

La loi intéresse trois catégories de vieillards :

- 1° Ceux qui touchaient la pension avant 1914 ;
- 2° Ceux qui, nés en 1849, auraient été admis à la pension en 1914 ;
- 3° Ceux qui, nés entre les années 1849 et 1854, sont arrivés à l'âge de la pension pendant la guerre.

Pour ceux de la première catégorie, les Comités de patronage ayant suspendu leurs travaux pendant l'occupation, aucune nouvelle pension ne fut octroyée. Le Gouvernement décida, tenant compte des circonstances, que les pensions seraient liquidées à concurrence de 40 francs; l'octroi de cette

---

(1) Projet de loi, n° 88.

(2) La Section centrale était composée de MM. TIBBAUT, *président*, BERTRAND, OOMS, MOYERSOEN, CLAES, BERLOZ et VERSTEYLEN.

pension réduite ne constituant ni une reconnaissance, ni une déchéance pour l'avenir, c'est-à-dire que celui qui aurait perdu le droit à la pension ne pourrait invoquer le paiement des 40 francs comme une reconnaissance du droit à la pension pour l'avenir, non plus qu'on ne pourrait invoquer le paiement moindre comme renonciation au surplus.

Pour ceux de la deuxième catégorie, il y a lieu de remarquer que la loi du 11 mai 1912, dans son article unique, littéra B, admettait à la jouissance de l'allocation de 65 francs tous les Belges qui, nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1843 et avant le 1<sup>er</sup> janvier 1849, auraient effectué à la Caisse générale de retraite des versements formant un total de 18 francs au moins.

Avant cette loi, ces versements s'élevant au moins à 3 francs par an, devaient se faire pendant une période de trois ans au moins.

A partir de la loi du 11 mai 1912, le versement de 18 francs pouvait mais devait donc être effectué au plus tard dans le courant de 1914.

Mais nombre de vieillards, restés sans ressources par suite de la guerre, se sont vus dans l'impossibilité de se libérer.

Le projet de loi les dispense de tout versement et propose d'allouer l'allocation à ceux qui ont atteint, en 1914, l'âge de 65 ans, sans leur exiger aucun versement.

Il va de soi que si la loi favorise ceux qui n'avaient encore rien versé, elle ne nuit pas à ceux qui avaient déjà effectué un ou plusieurs versements partiels. Ces derniers, en effet, bénéficient de la prime annuelle portée par la loi du 20 août 1903 à 2 francs par franc pour les intéressés ayant atteint ou dépassé, au 1<sup>er</sup> janvier 1900, l'âge de 50 ans.

Leur pension s'est donc augmentée en raison des subsides qui ont grossi leurs versements.

Pour la dernière catégorie, ceux nés après 1849 et 1854 et qui sont arrivés à l'âge de la pension entre 1914 et 1919, le projet tient compte des difficultés ou impossibilités de faire les versements exigés, et dispense de tout versement pendant toute la durée de la guerre.

En résumé donc, le projet de loi prévoit l'allocation de 65 francs à tous ceux qui ont atteint l'âge de 65 ans entre 1914 et 1919, sans qu'il y ait lieu pour les Comités de patronage d'exiger d'autres conditions que l'âge.

Toutes les sections ont adopté le projet à l'unanimité.

Dans une des sections, un membre a soulevé la question de savoir si l'on ne devait pas étendre la dispense de versement à tous les vieillards qui n'ont pas fait le versement et qui avaient 65 ans avant la guerre.

La Section centrale n'a pas cru devoir appuyer cette proposition dont l'adoption irait à l'encontre de tous les principes qui sont à la base de la loi de 1900. Le législateur de 1900 a voulu, en effet, encourager la prévoyance ; il a voulu demander un effort à l'intéressé lui-même. Son appel a été entendu et la marche progressive des affiliés à la Caisse d'épargne en est la meilleure preuve. Qu'il fasse abandon de ce principe pour les cas où

l'effort est impossible à réaliser, ce n'est que justice ; mais aucun argument n'est invoqué pour libérer ceux qui n'avaient aucun motif à invoquer pour se dispenser de faire ce que les autres bénéficiaires de la loi ont su s'imposer.

Mais il en est autrement de la demande formulée par un membre de la sixième section, qui attirait l'attention de la Section centrale sur les arriérés dus à ceux qui n'avaient touché pendant la guerre qu'une partie de leur pension.

Il arrive que les mandats sont envoyés après la mort du titulaire de la pension, et il est intéressant de savoir si les sommes dues ne sont pas entrées dans le patrimoine du décujs.

En principe, il est admis que les pensions ne sont payées aux titulaires que sur la production d'un certificat de vie, délivré par l'autorité communale. Si l'on considère donc l'arriéré comme une pension, la question ne se discute pas : en cas de mort du pensionné, l'arriéré ferait retour à l'État.

Mais doit-on considérer l'arriéré comme une pension ?

Comme nous le faisons remarquer, en décidant de ne payer qu'une somme de 40 francs, le Gouvernement admettait provisoirement le droit à la pension. Dès lors, il reconnaît en même temps au bénéficiaire le droit de réclamer l'arriéré qui lui était dû.

Le droit à l'arriéré paraît indiscutable si le droit à la pension reste maintenu. Car si les circonstances n'y avaient mis obstacle, nul doute que les titulaires n'eussent touché 65 francs au lieu de 40, de telle façon que les 25 francs restant dus seraient entrés, pour chacune des années 1915, 1916, 1917 et 1918, dans leur patrimoine.

Sans aller aussi loin dans l'application du principe, mais, se basant sur les motifs qui justifient les exceptions prévues par le projet de loi, on peut reconnaître que l'arriéré pouvait être payé à celui ou à ceux qui ont eu la charge du pensionné et qui ont pu escompter la créance que leur pensionnaire avait sur l'État.

La Section centrale propose d'ajouter un article 2 ainsi conçu :

« En cas de mort des bénéficiaires de la pension, les arriérés qui leur étaient dus pendant les années de la guerre, seront payés à l'époux survivant, ou aux enfants et petits-enfants chez qui le pensionné a passé les six derniers mois de sa vie. »

*Le Rapporteur,*

ALP. VERSTEYLEN.

*Le Président,*

ÉM. TIBBAUT.

---

**Amendement  
proposé par la Section centrale.**

**ART. 2.**

*En cas de décès des bénéficiaires de la pension, les arriérés qui leur étaient dus pendant les années de la guerre, seront payés à l'époux survivant ou aux enfants et petits-enfants chez qui le pensionné a passé les six derniers mois de sa vie.*

**Amendement  
door de Middenafdeeling voorgesteld.**

**ART. 2.**

*Bij overlijden van de pensioentrekkenden worden de achterstallen, welke hun gedurende de oorlogsjaren verschuldigd waren, betaald aan den overlevenden echtgenoot of aan de kinderen en kleinkinderen, bij wie de pensioentrekkende de laatste zes maanden van zijn leven doorbracht.*

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 9 APRIL 1919.

---

Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen, wegens den toestand voortspruitende uit den oorlog <sup>(1)</sup>.

---

## VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING <sup>(2)</sup> UITGEBRACHT DOOR DEN  
HEER VERSTEYLEN.

---

MIJNE HEEREN,

Zooals de Memorie van Toelichting zegt, heeft het wetsontwerp enkel ten doel, den toestand te regelen van de ouderlingen van 65 jaar en meer, die, in gewone tijden, het pensioen van 65 frank, bij de wet van 10 Mei 1900 voorzien, zouden ontvangen hebben.

De wet betreft drie klassen van ouderlingen :

- 1<sup>o</sup> Zij die het pensioen vóór 1914 genoten;
- 2<sup>o</sup> Zij die, in 1849 geboren, in 1914 tot het pensioen zouden toegelaten geweest zijn;
- 3<sup>o</sup> Zij die, geboren tusschen de jaren 1849 en 1854, tijdens den oorlog den voor het pensioen vereischten leeftijd hebben bereikt.

Aangezien de Beschermingscomiteiten tijdens de bezetting hunne werkzaamheden hadden gestaakt, werd, voor die der eerste klasse, geen enkel nieuw pensioen verleend. Gezien de omstandigheden, besliste de Regeering dat de pensioenen tot een beloop van 40 frank zouden worden uitgekeerd; doch de toekenning van dit verminderd pensioen brengt voor de

---

(1) Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 88.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren TIBBAUT, voorzitter, BERTRAND, OOMS, MOEYERSOEN, CLAES, BERLOZ en VERSTEYLEN.

toekomst noch erkenning, noch verval mede, met andere woorden, hij, die het recht op pensioen zou verloren hebben, zou de betaling van de 40 frank niet als eene erkenning van het recht op pensioen voor de toekomst kunnen invoeren, evenmin als men de mindere betaling zou kunnen invoeren als een afstand van het overige.

Voor die der tweede klasse dient opgemerkt te worden, dat de wet van 11 Mei 1912, bij haar eenig artikel, litt. B, tot het genot van de tegemoetkoming van 65 frank aannam al de Belgen die, geboren tusschen 1 Januari 1843 en 1 Januari 1849, in de Algemeene Lijfrentekas ten minste een geheel bedrag van 18 frank zouden hebben gestort.

Vóór deze wet moesten die stortingen, — ten minste drie frank 's jaars bedragende, — gedurende een tijdsverloop van ten minste drie jaar geschieden.

Met de wet van 11 Mei 1912 kon, doch moest dus de storting van achttien frank ten laatste in den loop van 1914 gedaan worden.

Doch tal van ouderlingen die, ten gevolge van den oorlog, zonder inkomsten zijn gebleven, konden onmogelijk die stortingen doen.

Het wetsontwerp ontslaat ze van elke storting en stelt voor, de tegemoetkoming toe te kennen aan hen, die in 1914 den ouderdom van 65 jaar hebben bereikt, zonder van hen eenige storting te vergen.

Het spreekt vanzelf dat, indien de wet diegenen bevoordeelt welke nog niets hadden gestort, zij degenen niet schaaft, die reeds ééne of meer gedeeltelijke stortingen hadden gedaan. Deze laatsten genieten, inderdaad, de jaarlijksche premie, door de wet van 20 Augustus 1903 op 2 frank per frank gebracht voor de belanghebbenden die, op 1 Januari 1900, den leeftijd van 50 jaar hadden bereikt of overschreden.

Hun pensioen is dus aangegroeid naar gelang der toelagen, die hunne stortingen hebben vermeerderd.

Wat de laatste klasse betreft, te weten zij die tusschen de jaren 1849 en 1854 zijn geboren en tusschen de jaren 1914 en 1919 den leeftijd voor het pensioen hebben bereikt, houdt het ontwerp rekening met de moeilijkheden of de onmogelijkheden om de vereischte stortingen te doen, en ontslaat van alle storting voor heel den duur van den oorlog.

Kortom, het wetsontwerp voorziet de toekenning van 65 frank aan al degenen die, tusschen 1914 en 1919, 65 jaar oud zijn geworden, zonder dat de Beschermingscomiteiten andere voorwaarden dan den leeftijd moeten vereischen.

In al de afdeelingen werd het ontwerp met eenparigheid aangenomen.

In een der afdeelingen wierp een lid de vraag op, of de ontslagings van storten niet dient uitgebreid te worden tot al de ouderlingen die de storting niet hebben gedaan en, vóór den oorlog, 65 jaar oud waren.

De Middenafdeeling heeft niet geoordeeld zijn steun te moeten verleenen aan dit voorstel, waarvan de aanneming zou indruischen tegen al de grondbeginselen, die aan de wet van 1900 tot grondslag dienen. De wetgever

van 1900 wilde, althans, de voorzorg aanmoedigen; hij verlangt eene poging van den belanghebbende zelf. Zijn oproep werd beantwoord en de toenemende toetredingen tot de Spaarkas leveren daarvan het beste bewijs. Zoo hij van dit beginsel afziet voor de gevallen waar de poging niet kan gedaan worden, dat is niet meer dan rechtvaardig; doch geen enkel bewijs wordt aangevoerd om diegenen vrij te stellen, die geen enkele reden konden inroepen om niet te doen wat de overige voordeelhebbers zich wisten op te leggen.

Anders is het gesteld met de vraag van een lid uit de zesde afdeeling, dat de aandacht van de Middenafdeeling vestigde op den achterstal verschuldigd aan hen die gedurende den oorlog slechts een gedeelte van hun pensioen hadden opgetrokken.

Het gebeurt dat de mandaten worden opgestuurd na den dood van den titularis van het pensioen, en het is van belang te weten, of de verschuldigde sommen niet in het vermogen van den belanghebbende opgenomen zijn.

In beginsel wordt aangenomen dat de pensioenen aan de titularissen slechts worden uitbetaald op vertoon van een levensbewijs, door de gemeente-overheid afgeleverd. Indien men den achterstal dus als een pensioen beschouwt, is de quaestie niet twijfelachtig: in geval van overlijden van den gepensionneerde, zou de achterstal terug ten goede komen aan den Staat.

Doch moet de achterstal als een pensioen worden beschouwd?

Zooals wij het deden opmerken, nam de Regeering — toen zij besliste slechts de som van 40 frank te betalen — voorloopig het recht op het pensioen aan. Dienvolgens erkent zij terzelfdertijd aan den verkrijger het recht toe, den hem verschuldigten achterstal te vorderen.

Het recht op den achterstal schijnt onbetwistbaar, bijaldien het recht op het pensioen behouden blijft. Want, hadden de omstandigheden er zich niet tegen verzet, dan hadden de titularissen ongetwijfeld 65 frank in plaats van 40 getrokken, zoodat de nog verschuldigde 25 frank, voor elk der jaren 1915, 1916, 1917, 1918, in hun vermogen zouden opgenomen zijn.

Zonder de toepassing van het beginsel zóó ver te willen drijven, doch steunende op de redenen, die de door het wetsontwerp voorziene uitzonderingen billijken, kan men erkennen dat de achterstal kon betaald worden aan hem of hen die den last van den gepensionneerde hadden en die gerekend hebben op de schuldvordering van hun kostganger op den Staat.

De Middenafdeeling stelt voor, een artikel 2 toe te voegen, luidende:

« Bij overlijden van de pensioentrekkenden worden de achterstallen, welke hun gedurende de oorlogsjaren verschuldigd waren, betaald aan den overlevenden echtgenoot of aan de kinderen en kleinkinderen, bij wie de pensioentrekkende de laatste zes maanden van zijn leven doorbracht. »

*De Verslaggever,*  
ALPH. VERSTEYLEN.

*De Voorzitter,*  
TIBBAUT.

**Amendement**  
proposé par la Section centrale.

**ART. 2.**

*En cas de décès des bénéficiaires de la pension, les arriérés qui leur étaient dus pendant les années de la guerre, seront payés à l'époux survivant ou aux enfants et petits-enfants chez qui le pensionné a passé les six derniers mois de sa vie.*

**Amendement**  
door de Middenafdeeling voorgesteld.

**ART. 2.**

*Bij overlijden van de pensioentrekkenden worden de achterstallen, welke hun gedurende de oorlogsjaren verschuldigd waren, betaald aan den overlevenden echtgenoot of aan de kinderen en kleinkinderen, bij wie de pensioentrekkende de laatste zes maanden van zijn leven doorbracht.*